

Inquiétudes associatives

Nombre d'associations traversent de graves turbulences. L'Assemblée nationale a ainsi décidé, tous groupes réunis, le 28 mai 2014, de créer une commission d'enquête dont l'objectif est « d'étudier les difficultés du monde associatif dans la période de crise actuelle ».

Lors de l'assemblée générale du Mouvement associatif, le 3 juin 2014, la ministre des Droits des femmes, de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, Najat Vallaud-Belkacem, consciente des difficultés des associations, a fixé, parmi ses objectifs prioritaires, la sécurisation des financements des associations et la simplification de leurs démarches administratives.

Des collectivités territoriales s'interrogent également sur la façon de mieux soutenir leurs partenaires associatifs : c'est par exemple le cas du conseil régional d'Ile-de-France qui travaille à l'établissement d'un rapport sur la simplification des procédures d'aides aux associations.

En Picardie comme ailleurs des associations sont sévèrement touchées. Certaines font connaître publiquement leur situation et prennent des initiatives. Nous sommes allés à la rencontre de responsables de deux d'entre elles : Pascal Gosselin évoque la situation du Centre social Georges-Brassens, tandis que Georges Vétrino présente les difficultés auxquelles l'association Roue libre 80 est confrontée. Tous deux reviennent sur les actions engagées par leurs structures.

(suite page 2)

Des femmes plurielles

Dossier en page 5



Vous voulez participer à cette revue, réagir à un article, nous proposer une contribution, n'hésitez pas à nous contacter ! (nos coordonnées en page 3)

Sommaire

■ Inquiétudes associatives	1
■ Pascal Gosselin, directeur du Centre social Georges-Brassens (Creil)	2
■ Georges Vétrino, président de Roue libre 80 (Amiens)	2
■ L'Espace picard pour l'intégration	4
■ Actualités de la politique de la ville	4
Dossier: Des femmes plurielles	5
■ Introduction	5
■ Anatolie	6
■ Mireille	6
■ Yanick	6
■ Kaltoume	6
■ Habiba	7
■ Jola	7
■ Maria	7
■ Seela	7
■ Samia	8
■ Lika	8
■ Zohra	8
■ Rossitza	8

Pascal Gosselin, directeur du Centre social Georges-Brassens (Creil)

Intersens : Pouvez-vous présenter l'association et ses actions ?

C'est une association d'animation et de gestion de centre social qui a en son conseil d'administration trois collègues : des membres de droit, des usagers individuels, des associations. Pour donner quelques chiffres, le Centre social Georges-Brassens c'est une fréquentation de 900 personnes par semaine, 43 bénévoles, 12 salariés, 600 ad-



hérents, 230 heures d'activités par semaine – six jours sur sept. Une de nos forces est que nous sommes implantés sur le quartier Rouher de Creil, à proximité des habitants. D'ailleurs le leitmotiv, c'est la participation des habitants. Rien n'est fait sans eux et lorsque les actions sont pensées avec et pour les habitants nous n'avons aucun problème de mobilisation. Le but est d'accompagner les habitants, dans leurs rôles de citoyens et d'acteurs de quartier et de la ville, en leur redonnant la parole et leur place.

Comment faites-vous avec les gens qui ne vont pas au Centre ?

Nous allons les chercher. Jusqu'en juin 2013, un secteur « vie de quartier » existait, les actions étaient tournées non pas vers les adhérents de la structure mais vers les habitants du quartier et plus largement de la ville. Les difficultés financières que nous traversons nous ont obligés à restructurer l'organisation interne et nous n'avons pas pu remplacer le départ du chef de projet « vie de quartier ». Cependant, on s'arrange pour que ces actions deviennent transversales aux autres secteurs d'activité.

Il y a peu, le Centre Georges-Brassens est apparu dans l'espace public, quelles sont les difficultés actuelles de l'association ?

Nous traversons une période difficile. Nous avons un déficit structurel. Cela concerne

les fonds qui permettent d'ouvrir et de payer le personnel pour faire vivre les activités. C'est une difficulté que nous rencontrons depuis 2008 ou 2009 suite à la décision de la CAF de Creil d'uniformiser ses pratiques avec la CAF de Beauvais. Alors que c'est la CAF qui nous donne l'agrément centre social, elle nous a supprimé, du jour au lendemain, une subvention de fonctionnement de 75 000 euros. Depuis, nous n'avons jamais réussi à reconstituer cette subvention. Nous avons commencé à grignoter sur les charges d'activité, au point de ne plus rien dépenser. Toutes les charges augmentent, les recettes ne suivent pas : un fossé se creuse. Nous avons dû procéder à un licenciement économique par lequel une salariée a quitté la structure en février 2014. Sur un an et demi nous avons perdu deux salariées. Si nous n'avions rien fait, la structure aurait fermé ses portes début 2015. C'est d'autant plus paradoxal que fin 2014-début 2015 nous intégrerons de nouveaux locaux construits dans le cadre du programme de rénovation urbaine de Creil. Nous attendons ces nouveaux locaux avec impatience : meilleure implantation, plus de confort, des espaces en adéquation avec le projet, accessibilité aux personnes à mo-

bilité réduite, surface identique en mètres carrés mais uniquement des mètres carrés utiles.

Quelles actions le Centre a-t-il menées ?

Le conseil d'administration a voulu communiquer sur cette situation précaire, en rappelant l'ancienneté du Centre et son savoir-faire. Ensuite, nous avons organisé une manifestation afin de faire savoir que la structure est faite pour les habitants et de façon à ce qu'ils s'approprient ces difficultés. Nous ne voulons pas tomber dans le misérabilisme parce que ce n'est pas cette image-là que nous voulons renvoyer du Centre Georges-Brassens.

Est-ce que vous pouvez déjà mesurer l'effet de ces actions ?

La Fédération départementale de l'Aisne des centres sociaux a eu connaissance des difficultés et a fait le lien avec les autres centres sociaux. Certains en Picardie connaissent des difficultés aussi importantes voire plus. C'est de là qu'est née l'idée de réagir. Il y a une démarche commune sur le territoire picard en direction des partenaires incontournables du développement social local afin de créer un « pacte de coopération ». L'idée est d'une part de travailler sur un diagnostic partagé et de faire connaître ce qu'un centre social peut apporter sur un territoire, d'autre part de conjuguer les fi-

nancements des différents partenaires autour d'objectifs communs.

Ça redonne de l'espoir ?

Oui. Nous essayons de mutualiser le peu de moyens qu'il y a. La conséquence de la situation financière du Centre fait que nous sommes en recherche perpétuelle de petits financements et que nous nous épuisons à chercher ces petites sommes. La masse de travail administratif est identique quel que soit le montant sollicité.

Qu'attendez-vous exactement de ces actions ?

Avec le pacte de coopération, j'aimerais que, partenaires et associations, nous puissions localement nous mettre autour d'une table et parler du quartier Rouher. C'est quelque chose que nous n'avons jamais fait.

En dehors de la CAF, vous n'avez pas eu d'autre baisse de subvention ?

Si, avec la politique de la ville, d'une année à l'autre on perd 20 à 30 %, ce qui est paradoxal car c'est un quartier avec des difficultés reconnues. Il nous est demandé de faire toujours plus avec des moyens qui baissent.

Comment imaginez-vous l'avenir du Centre si rien ne change ?

A court terme notre fonds de roulement s'épuise. Si la solution n'est pas trouvée d'ici deux ou trois ans, il n'y aura plus de centre social.

Les problèmes des associations sont-ils, selon vous, uniquement liés à la conjoncture économique ou assiste-t-on à une mutation profonde du secteur associatif ?

Il y a un contexte économique difficile avec un virage pour les associations vers le professionnalisme. L'association est devenue une entreprise. Les bénévoles ne se retrouvent plus dans le discours associatif. Il va falloir justifier la plus-value du projet de la structure avec des indicateurs de performance permettant de l'évaluer.

Georges Vétrino, président de Roue libre 80 (Amiens)

Intersens : Comment est née l'association Roue libre 80 et quelle est son activité ?

Elle est née, il y a 19 ans de la volonté de quatre associations impliquées dans la politique de la ville : l'APAP (Association picarde d'action préventive), l'AGMTL (Association de gestion de la maison du temps libre), la Maison pour tous Fafet et la régie de quartier Amiens Nord services. Le projet consiste en la mise en place d'animations et de formations autour de la pratique du deux-roues. Une activité d'apprentissage de la sécurité routière a été développée à l'aide de motos et de VTT. Nous avons dans ce cadre réalisé un CD

spécifique, que nous avons distribué au fur et à mesure. Un atelier mécanique a également été ouvert. Nous intervenons aussi sur la question de la mobilité puisque nous avons mis en place un service de location de scooters.

Quel public accueillez-vous ?

Nous travaillons avec des publics variés, pour un total d'environ 500 à 600 personnes par an. Nous sommes en relation avec des écoles, des CAJ, avec l'Etat, etc. Pour cet été, notre planning est plein !

Nous accueillons des enfants et des jeunes. Ils peuvent monter sur des motos qui ne roulent pas sur la voie publique, mais sur un terrain qui nous est prêté par la ville d'Amiens.

Quelle est l'action du président dans la structure ?

En tant que président de l'association, j'essaie d'animer le conseil d'administration. Aujourd'hui c'est difficile, car le bénévolat n'est pas aisé à renouveler. J'essaie de faire fonctionner administrativement l'association, de trouver des fonds, de lancer des opérations, d'intervenir avec les deux personnes qui travaillent à Roue libre 80, Pierre-Yves, directeur, et Mamaar, animateur.

Quelle est la situation actuelle de l'association ?

Depuis quatre ou cinq ans, nous subissons une diminution assez importante de l'aide de l'Etat tandis que la Ville maintient son soutien à un niveau constant.

Cependant, les salaires sont soumis à la convention collective...

Par exemple, cette année nous avons mis en place, en partenariat avec l'APAP, un projet d'aide de jeunes pour passer le permis de conduire. Ce projet a été déposé il y a plusieurs mois et nous avons appris dernièrement que nous n'aurons aucune subvention dans ce cadre. Nous avons ainsi dû arrêter cette action.

Quelles sont les solutions qui ont été envisagées ?

Nous avons des difficultés à obtenir des réponses écrites, ce qui ne facilite pas les interventions.

On nous dit : « Il faut diversifier. » Mais que peut signifier « diversifier » ? Notre projet est toujours le même, c'est l'apprentissage de la sécurité routière, avec des motos, des VTT... On a réussi à mettre en place un service de location de scooters !

Il est difficile de travailler avec d'autres quartiers, ce que l'on a déjà fait, quand on est confronté aux restrictions budgétaires.

On propose des activités, mais personne ne peut les payer. Les jeunes versent 1,50 euros pour leur adhésion. Si nous faisons payer ces activités, ça ferait longtemps que nous aurions arrêté de travailler.

Quelles démarches ont été tentées ?

J'ai sollicité des rendez-vous avec les nouveaux élus de la ville d'Amiens. Mais ils arrivent sur leurs fonctions et cela prend du temps. Allons-nous pouvoir mener nos activités en juillet et août ? Allons-nous nous retrouver en cessation de paiement ?

Nous avons diversifié, nous avons répondu à un appel d'offres. Cependant, la mairie nous demande un document que la banque ne veut pas nous donner !

On est en difficulté alors qu'il y a des gens qui travaillent, des jeunes qui viennent, des activités, des adhérents...

D'autres associations du quartier rencontrent-elles également des difficultés de ce type ?

Je pense qu'il y a beaucoup d'associations qui sont confrontées à des difficultés de visibilité financière. Mettre autour d'une table les financeurs et attendre les décisions, ça demande du temps. Et si on nous indique que nous allons recevoir une subvention, avant qu'elle arrive il faudra bien assurer la vie quotidienne de l'association. Il faudra payer le téléphone, l'électricité, le ma-



tériel et, le poste le plus important, les salaires et les charges salariales... alors que nous n'avons pas de trésorerie.

Même avec des conventions triennales, nous devons attendre des mois pour que les sommes soient débloquées.

Des associations disparaissent sans faire de bruit.

N'y a-t-il pas également une profonde mutation du secteur associatif ?

J'en suis tout à fait d'accord. J'ai proposé des mutualisations à des associations. Nous aurions été beaucoup plus forts, mais c'est très difficile à réaliser entre des structures qui n'ont pas forcément des projets identiques, même si nous sommes sur le quartier et que nous disons tous que nous voulons développer la citoyenneté.

La question des fédérations se pose : que défendent-elles ? Quelle adhésion y a-t-il à leur projet ? D'autant que l'argent que l'on donne aux fédérations, on ne le donne plus aux associations.

Quelles démarches collectives sont possibles ?

Lors des élections municipales, avec d'autres associations, nous nous sommes dit que ce serait intéressant d'interroger les politiques sur ce qu'ils allaient faire pour notre secteur en cas de victoire électorale. Alors, avec Laurent Guillard, président de l'EPI, et Romain Ladent, président de l'Antenne santé plus, on a monté un petit collectif.

(suite page 4)

INTERSENS – villes et territoires, diversités et égalités en Picardie – est édité par l'Espace picard pour l'intégration (EPI) et la Licorne.

EPI : 21 rue de Sully, espace 22, 80000 Amiens. Tél. 03 22 91 92 38. Fax 09 70 61 41 92. contact@epi-centre.org

Licorne : 35 rue Alphonse Paillat, 80000 Amiens. Tél. 03 22 91 55 24. Fax 03 22 91 07 50. editions.licorne@wanadoo.fr

Ont collaboré à ce numéro : Anne Dechoz, Maria-Isabel Dos Santos, M'hammed El Hiba, Esther Garcia, Pascal Gosselin, Laurent Guillard, Alain Merckaert, Nelly Salé, Georges Vétrino. Merci à toutes les personnes qui nous ont fourni des informations.

Photos non créditées : Licorne. Sauf p. 4 : Georges Vétrino. Photos du dossier : voir p. 5.

Directeurs de publication : Maria-Isabel Dos Santos, Laurent Guillard.

Impression : Imprimerie moderne de Bayeux.

Trimestriel. Dépôt légal à parution. ISSN : 2101-910x

Réalisé avec le soutien de la préfecture de la région Picardie/SGAR, de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (l'ACSE)/direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de Picardie (DRJSCS) et de l'Union européenne/Fonds social européen.

Pour nous manifester votre soutien (et être sûr de recevoir les prochains numéros d'Intersens) pour pouvez vous abonner pour 1 an (4 numéros) en envoyant un chèque de 20 euros à l'ordre de Licorne (adresse ci-dessus).



Nous avons organisé un débat public auquel nous avons convié les candidats, sans distinction de couleur politique. Trois d'entre eux sont venus et nous leur avons posé des questions : quelle sera votre politique en matière de vie associative ? Allez-vous émettre des appels d'offres ? Est-ce que vous allez passer des conventions ? Comment allez-vous prendre en considération les demandes des associations ?...

Nous souhaitons poursuivre cette dynamique. Ainsi, nous convions, début juillet, les représentants des associations afin de faire le point ensemble.



Une nouvelle rubrique d'Intersens permettra de faire connaître régulièrement les actions développées par l'EPI en Picardie. Dans ce numéro, la carte de visite de

l'Espace picard pour l'intégration

L'EPI c'est quoi ?

L'EPI est une association loi 1901 créée en 1998 et devenue centre de ressources politique de la ville et intégration de Picardie en 2000. L'association intervient à l'échelle régionale et a une mission d'information, de production de connaissances, de mise en réseau et de qualification de tous les acteurs œuvrant dans les champs de la politique de la ville et de l'intégration (associations, services de l'Etat, collectivités, élus, habitants...).

L'EPI c'est qui ?

L'équipe salariée est composée d'Esther Garcia (directrice), de Soizic Cayer (chargée de mission) et de Nelly Salé (secrétaire). Le président est Laurent Guillard, délégué régional de l'UFCV Picardie – Haute-Normandie.

L'EPI c'est où ?

Les locaux sont situés au 21 rue Sully, espace 22, à Amiens (80000).

Tél. : 03 22 91 92 38 – Fax : 09 82 63 44 26 – epi.crpv@gmail.com

Le site Internet permet de suivre l'actualité de la politique de la ville et de s'inscrire à la newsletter mensuelle.

Vous pouvez également suivre l'EPI sur Facebook : www.facebook.com/espace.picard.pour.lintegration

L'EPI c'est pour qui ?

C'est un outil d'appui aux bénévoles et professionnels d'associations de quartiers en politique de la ville, aux chercheurs et étudiants, aux agents des collectivités, aux agents des services déconcentrés de l'Etat et aux professionnels d'autres organismes intervenant sur la politique de la ville, comme les bailleurs sociaux ou les agences d'urbanisme.

L'EPI en réseau

Au niveau national, l'EPI fait partie du Réseau des centres de ressources politique de la ville ainsi que du réseau RECI (Ressources pour l'égalité des chances et l'intégration).

Au niveau régional, l'EPI fait partie de la CPCA (depuis avril 2014, Le mouvement associatif).

Actualités de la politique de la ville en bref

Najat Vallaud-Belkacem est nommée ministre des Droits des femmes, de la Ville, de la Jeunesse et des Sports depuis le 2 avril 2014. **Promulgation de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine**, qui concrétise une réforme importante de la politique de la ville visant, notamment, l'élaboration de contrats de ville de nouvelle génération pilotés à l'échelle intercommunale, articulants l'urbain et le social, et la participation des habitants ainsi que la refonte de la géographie prioritaire.

Point sur le calendrier

Juin 2014 : publication de la liste, à consulter sur le site de l'EPI, des communes de la nouvelle géographie. Le ministère communiquera aux préfets les propositions des quartiers prioritaires. Ces derniers devront, avec les élus, déterminer les périmètres précis de chaque quartier.

Été 2014 : la liste des 230 quartiers retenus pour un nouveau programme de renouvellement urbain sera publiée.

Décembre 2014 : les contrats devront être préparés afin qu'ils soient signés avant le

31 décembre 2014, pour une durée de six ans, jusqu'en 2020.

Un prochain numéro d'Intersens reviendra en détail sur ce dossier et particulièrement dans sa dimension régionale.

Le panorama presse de la politique de la ville

Le réseau national des centres de ressources politique de la ville lance son panorama de presse sur Internet. *Toute l'actualité sélectionnée en continu par les vingt centres de ressources politique de la ville*, dont l'EPI, pour vous informer rapidement sur les politiques territoriales de cohésion urbaine et sociale, en métropole et outre-mer. C'est à consulter à cette adresse :

<http://www.scoop.it/t/actu-politiquedelaville>
Création du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET)

Le CGET a été officialisé par le *décret n° 2014-394 du 31 mars 2014*. Né d'une fusion de la délégation interministérielle à l'Aménagement du territoire et à l'Attractivité régionale (DATAR), du secrétariat général du comité interministériel des Villes (SGCIV) et de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE), le

CGET sera chargé, en particulier, de concevoir et de mettre en œuvre la réforme de la politique de la ville par une action cohérente et globale. Au plus proche du terrain et en relation étroite avec les collectivités territoriales et les préfets de région, le CGET assurera le suivi et la coordination interministérielle. En juin 2014, *Marie-Caroline Bonnet-Galzy* est nommée commissaire générale à l'égalité des territoires.

La nouvelle politique d'égalité républicaine et d'intégration

Jean-Marc Ayrault, alors Premier ministre, a dévoilé le 11 février 2014, la nouvelle « feuille de route » du gouvernement sur la « politique d'égalité républicaine et d'intégration ». Ce sont 28 mesures qui ont pour objectif de réduire les inégalités. Elles portent notamment sur l'accueil des nouveaux arrivants et proposent un plan d'action pour l'égalité des droits et la lutte contre les discriminations. La gouvernance de cette politique est également renouvée avec la création d'un « délégué interministériel à l'égalité républicaine et à l'intégration », rattaché au Premier ministre.

Des femmes plurielles

Douze femmes immigrées ou filles d'immigrés confient des tranches de leur existence. Elles sont responsables d'associations, d'organisations ou de commerces, journalistes, médecins, enseignantes...

Elles rencontrent cinq auteures expérimentées qui ont signé des romans, des nouvelles ou encore des livres scolaires, des biographies ou des recueils de poésie.

C'est le fil qui donnera naissance à douze textes, fruits originaux d'histoires personnelles et d'écritures singulières.

Seelabaye Appa, Jola Avril, Samia Ben Mokhtar, Zohra Darras, Kaltoume Dourouri, Yanick Leflot-Savain, Anatolie Mukamusoni, Maria Sapinho, Lika Shaboyan, Habiba Taouch, Mireille Ze Bikoro, Rossitza Zlatkova ont participé à cette création collective, avec courage, car elles s'offrent au regard de tous, avec leurs réussites mais aussi leurs failles.

Direction de l'ouvrage : Alain Merckaert. *Psychosociologue et éditeur, exerce des responsabilités au sein de diverses associations. Il a, entre autres, coordonné les ouvrages* *Entre social et entreprise* et *Entre intégration et discriminations, ainsi que* *Lutter contre les discriminations à l'emploi.*

Avec le concours de : Odile Glinel. *Elle a, pendant vingt-cinq ans, dirigé des structures innovantes dans le secteur social. Elle est depuis une douzaine d'années biographe familial. D'Algérie et de France est son dernier livre publié.*

Contributions :

Isabel Asúnsolo, auteure et editrice de nouvelles, de récits et de poésie

Dominique Marie Godfard, auteure de romans et nouvelles

Léo Lamarche, auteure de nouvelles et de romans

Mirita Ribeiro, auteure de nouvelles et d'ouvrages scolaires



Éd. Licorne
Diffusion L'Harmattan
208 pages
prix : 17 €

Des femmes plurielles, c'est aussi une **exposition photo** de 13 panneaux (70 x 100 cm) disponible auprès de la Licorne (voir coordonnées en p. 3).



Photographies du dossier : Anne Dechoz, Licorne

Sauf :

Jola et Lika : Édouard Lieury

Maria et Rossitza : col. personnelle

Introduction

Nombre de femmes immigrées ou filles d'immigrés ont à réaliser quotidiennement toutes sortes d'activités qui, pour n'en être pas exceptionnelles, exigent une énergie et une volonté farouches. Elles sont responsables d'associations, élues, artistes, médecins, enseignantes, s'occupent des autres, du quartier, etc.

Elles ont aussi eu, en France, bien souvent, à affronter des difficultés liées à leur origine : elles ont dû se battre pour être reconnues. Elles ont, trop fréquemment, été confrontées au racisme, aux tracasseries administratives. Elles se sont interrogées sur la diversité culturelle qui les traverse. Elles se sont, dans certains cas, retrouvées stigmatisées par un environnement pas toujours bienveillant.

Femmes, elles ont à s'affirmer en tant que personnes, dans un univers où elles construisent leur place. Assumant fréquemment des charges familiales importantes, elles doivent lutter pour s'imposer dans d'autres activités. Ce livre dévoile, à travers des trajectoires, les espoirs et les craintes, les difficultés et les atouts de ces femmes.

Deux principes centraux ont fondé la démarche ici entreprise :

– la nécessité d'une collaboration active de femmes auxquelles on allait demander

de s'exposer, de parler publiquement de leur vie ;

– la volonté de donner une forme littéraire à ces témoignages, de façon à les porter vers le public. [...]

Des écrivaines sont allées à la rencontre de femmes qu'elles ne connaissaient pas : la réussite des échanges entre elles apparaissait déterminante pour que les manuscrits soient écrits à la fois dans le respect des histoires personnelles et dans le souci d'une réelle qualité d'écriture. Si toute liberté a été laissée aux auteures quant à la forme et au style, il était impératif de respecter la parole des femmes ayant accepté de témoigner puisque l'objectif était de produire des documents à teneur biographique, ni anonymes, ni romancés. [...] Cette publication est issue d'un travail collectif de longue haleine. Que toutes celles et tous ceux qui y ont participé ou qui l'ont soutenue d'une manière ou d'une autre soient ici remerciés. [...]

Certaines ont débuté le parcours mais ne sont pas allées au bout, preuve que se dire ainsi est loin d'être facile. D'ailleurs, la solitude est un trait qui revient dans la bouche de plusieurs de celles qui sont venues en terre étrangère. Leur indépendance a un prix.

Alain Merckaert

Anatolie

Léo Lamarche

« Je suis à présent professeur de collège. En théorie. Car, si j'ai bien obtenu mon diplôme, le CAPEG, je ne peux être titularisée tant que je n'ai pas la nationalité française. Je suis alors maîtresse auxiliaire, celle qu'on appelle "la remplaçante", celle qui essuie les sautes d'humeur des classes. Je garde de cette période des souvenirs de réveils avant l'aube avec l'angoisse de rater son train, de lignes improbables qui sillonnent la région picarde, de cours de récré toutes pareilles et de principaux qui défilent. Avec, l'injustice au cœur d'être ainsi itinérante à cause de mon passeport. Le mien, rwandais, est grenat, il m'en faut un bleu. Je n'en ai pas encore fait la demande, j'ai l'espoir chevillé au cœur de retourner dans mon pays, plus tard. Mais, avec la guerre, il n'y aura pas de "plus tard". Pour l'instant, je suis *turboprof*. J'erre de gare en train et de quai en wagon, perdue dans les méandres académiques. Je m'exerce à la patience. [...] La naturalisation, c'est magique. Mes diplômes valent enfin quelque chose. Je suis reconnue, titulaire de mon poste. Comme si les années écoulées, où j'ai pourtant bien enseigné et fait de mon mieux, ne comptaient pas. Je n'étais pas encore française. Plus qu'un papier, c'est le regard de l'autre, qui me fait française. »

Mireille

Dominique Marie Godfard

« Lever à 6 heures du matin, après une courte nuit. Je prends ma douche, je réveille les enfants dès 6 heures 15 pour réviser les devoirs de la veille avant de prendre le petit déjeuner à 7 heures. [...] La préparation des repas n'est pas mince affaire, non plus ! Comme j'ai des frères, des amis, qui risquent d'arriver à l'improviste, je prévois des quantités pour huit à dix personnes ! La famille, depuis la

Yanick

Mirita Ribeiro

« L'intégration ? Toute intégration est difficile parce qu'on n'a pas les mêmes points de repère, même si je suis francophone et catholique. La nourriture est différente, la musique est différente, on n'a pas la même couleur de peau ! C'est un fait ! On était quoi, dix, à être un peu plus bronzés que la moyenne au lycée, donc cela se remarque très vite. Mais dire que cela m'a posé problème, non, cela ne m'a pas dérangé. »

Mon mari me dit toujours que ma couleur de peau ne m'a jamais causé aucun souci. C'est mon identité. À l'image de l'indépendance qu'a prise le pays où je suis née. Le peuple a construit son histoire comme il construit son identité. Ce qui me surprend, c'est que les autres soient gênés de ma couleur de peau. Pas de quoi être estomaqué !

Je voulais faire médecine, gynécologie, je précise, parce que pour moi c'était important. Je suis entrée en médecine pour être gynécologue. Pour moi, c'était la femme la priorité. Tous mes stages, je les ai passés en gynécologie. Le reste ne m'intéressait pas. Toujours la femme, c'est surprenant, mais c'est comme ça. »



Mireille, Kaltoume, Samia, Anatolie, Zobra, Seelabaye

naissance de Doudou en novembre 2004, celui que "l'Éternel nous a donné", compte six personnes mais, avec les oncles des enfants, nous sommes plus souvent huit à table.

Ma journée se termine rarement avant minuit, quand je mets la dernière fournée de linge sale dans la machine à laver... Et comme je ne m'endors jamais avant les enfants, il n'est pas certain que soit venue l'heure de me reposer... »

Kaltoume

Léo Lamarche

Secrétaire de rédaction au *Courrier Picard* Laëtitia a connu Kaltoume dans le cadre de ses fonctions d'attachée de presse, alors que la jeune journaliste travaillait à *France Bleu Picardie*. Les relations, d'abord professionnelles, ont pris au fil du temps un caractère plus personnel. « C'est facile, avec Kaltoume, qui est de contact agréable, avenante, ouverte et curieuse de tout. On glisse irrésistiblement vers la sympathie... J'ai d'abord apprécié sa compétence : elle arrivait à créer dans ses reportages radiophoniques une ambiance sonore, une mise en scène qui provoquait l'immersion de l'auditeur dans le pro-

pos, c'était en quelque sorte sa signature. Peu à peu, notre relation s'est approfondie car Kaltoume est femme à rechercher l'humain dans tout ce qu'elle fait. Elle ne se contente pas d'une relation superficielle avec les gens – le temps d'un papier, par exemple – mais elle crée un lien suivi avec ses interlocuteurs, d'autant plus suivi lorsqu'elle rencontre un autre aussi passionné qu'elle ! C'est la raison pour laquelle le milieu associatif lui convient si bien. »

Habiba

Isabel Asúnsolo

Après ce voyage, Habiba a su qu'elle sauterait le pas : elle irait vivre en France avec sa fille. Des amis l'y ont encouragée et aidée. Elle a



demandé une mise à disposition d'une année à l'Éducation nationale à Agadir. Pour sa fille, quitter le Maroc a été un peu plus compliqué car elle n'avait pas de passeport et il y avait toujours le besoin d'autorisation du père... À l'âge de dix ans, elle est arrivée en France, dans l'Oise. Des amis français qui étaient enseignants ont aidé à l'inscrire à l'école. C'était fin 1985. Bien sûr, pour Habiba, les difficultés commençaient : obtenir les papiers, avoir un travail, un logement. Un long parcours qui s'est fait étape par étape. « Le problème c'est que lorsqu'on ar-

rive on ne voit pas ces étapes-là, on ne voit qu'une montagne de difficultés. » Tout semble terriblement compliqué et on se sent seul devant les démarches.

« — Est-ce que cette trajectoire vous a donné envie de montrer la voie à d'autres femmes ?

— Oui, peut-être... J'ai essayé de m'en sortir moi-même, alors j'ai voulu aider les autres. J'avais tellement de mal avec tout, avec tous les organismes à contacter, que je me suis rendu compte à quel point la connaissance de la langue était un atout. Alors, quand je vois les efforts des femmes dont je m'occupe qui doivent apprendre le français, je dis chapeau ! »

Jola

Odile Glinel

« Lors de l'accident de Fukushima en mars 2011, des citoyens de Dieppe ont voulu manifester spontanément : des personnes issues de la société civile se sont rencontrées devant la mairie puis lors de réunions, pour réfléchir ensemble aux risques encourus par la population si près de deux centrales nucléaires. J'étais contente de participer à ce groupe, en mon nom personnel, car je trouve important qu'on réveille un peu les consciences de temps en temps, par des manifestations surprises, des "coups" de communication... »



Maria

Léo Lamarche

Le mot « horizons » s'ouvre à nous, rond et bleu. Maria y plonge son regard. Elle y voit ses parents, venus en France pour offrir une vie meilleure à leurs enfants. Elle les voit s'ouvrir aux autres, découvrir l'inconnu. Et elle s'y voit aussi, elle-même, partir en quête de l'autre pour ne pas en avoir peur...

Maria est si contente d'avoir été élevée en France ! Malgré la nostalgie, parfois, des maisons portugaises sans eau, sans électricité et qui sentent bon la ferme. Malgré la tentation d'une vie plus proche de la nature. Ses parents ont fait, pour elle, le bon choix.

Le père, Alexandre, est travailleur, et très doué de ses mains. Il est pudique, aussi et n'ouvre pas son âme, mais il garde pour lui les choses intimes. Il a toujours été un père aimant et ferme, soucieux du bonheur de ses proches et dont l'amour ne passe pas forcément par des mots. Isabel, la mère, est une femme affectueuse et, de personnalité ouverte, elle a su s'acclimater à un mode de vivre et de penser auquel elle était étrangère. Elle a permis au père d'évoluer, de quitter d'anciennes idées. Et avec cela, elle s'est toujours montrée volontaire pour ses enfants, pour qu'ils réussissent : « Elle ne savait pas lire, elle ne savait pas écrire en français, mais elle tenait à ce qu'on travaille en classe » affirme Maria.



Seela

Mirita Ribeiro

« À l'île Maurice, tout le monde avait un parent, un ami, quelqu'un de la famille en France. Quand il revenait à Maurice, il disait : "J'ai une maison" ; "J'ai un logement." Pour lui c'était quelque chose de bien d'avoir un logement.

Je voulais aussi montrer à ma famille que ce n'est pas parce que je suis une fille que je ne pouvais pas faire des études, trouver du travail, trouver moi-même un mari, faire ce que j'ai envie.

C'est pour cela, je pense, que je voulais partir. J'ai construit ma vie en fonction de ce que j'aime et de ce que je n'aime pas. [...]

Je ne voulais pas me marier. Je voulais partir.

Partir, oui, pour autre chose.

"Si tu ne travailles pas, tu n'as rien."

Mes arrière-grands-parents sont venus à l'île Maurice, ils ont travaillé, ils ont fait quelque chose et moi, arrivée en France, il fallait que je fasse quelque chose aussi. Je ne pouvais pas rester comme ça. [...] La première année après le bac, j'avais fait toutes les démarches pour suivre des études supérieures en France ou en Grande-Bretagne, mais mes parents n'avaient pas d'argent et moi non plus.

La deuxième année : j'ai travaillé dans une usine de confection de pull-overs, 45 heures par semaine, de sept heures du matin à six heures du soir. On était tellement fatiguée que l'on ne voyait pas les autres. On revenait à la maison où il fallait faire à manger et d'autres choses. Jamais seule. Toujours accompagnée.

La troisième année. J'économisai tout mon salaire.

"Faut bouger, on ne peut pas rester éternellement chez ses parents", me disait ma grand-mère.

Je suis partie. »

Samia

Léo Lamarche

Quand on lui demande de se définir, Samia n'hésite pas : elle n'est pas seulement femme, fille, sœur, elle se dit également citoyenne, un terme plus vaste qui implique le respect de certaines valeurs et des devoirs moraux. Mais qu'on ne l'imagine pas comme une Marianne de plâtre au fronton des mairies, ni comme la liberté portedrapeau sur les flancs d'un arc de triomphe, ou comme une passionaria en bas bleus, non. Sa lutte, elle la poursuit au quotidien dans la semi-clarté des relations sociales, là où les vrais problèmes se posent, à l'échelle des individus et à l'aune des détreffes qu'ils rencontrent. Assistante sociale de formation, présidente d'une association vouée aux femmes et à l'accompagnement à la scolarité, elle vit par autrui, pour autrui. Samia apprécie cette vie riche et altruiste qu'elle mène et qui, pour nous, en fait l'incarnation des vertus citoyennes. [...]

Et Initi'elles est née, qui est devenue au fil des années une structure incontournable à Étouvie, un lieu de rencontres et d'échanges. Un lieu d'action en direction des femmes, pour leur permettre de communiquer autour d'une activité, d'un atelier. Un lieu qui les incite à sortir de chez elles et à valoriser ce qu'elles savent en l'apprenant à d'autres. Un lieu de convivialité, où chacun et chacune se sentent bien. Un lieu de médiation, enfin, qui leur propose une aide et des solutions concrètes.

Lika

Odile Glinel

Elle continue d'apprendre le français avec d'autant plus d'ardeur qu'elle a toujours le rêve secret d'ouvrir un restaurant. C'est ainsi qu'au mois de juin 2010, elle fête l'obtention de son CAP cuisine et l'embauche dans les cuisines centrales de l'hôpital de la ville. On fête aussi sa naturalisation, obtenue grâce à un dossier riche de ses engagements de bénévole dans les services sociaux qui l'ont aidée à son arrivée dans la ville : elle sert d'interprète au CADA, accompagne des migrants lors de leur arrivée, initie les femmes de son quartier de HLM à la cuisine de son pays...

Quelques mois dans les cuisines de l'hôpital lui suffisent pour réveiller son envie de se mettre à son compte. Pourtant, il lui manque encore quelques connaissances avant de pouvoir ouvrir un restaurant digne de ce nom : les vins, le service, la gestion...

Le BEP service en salle est obtenu par Lika tambour battant, au bout de huit mois de formation, avec dans la foulée l'obtention d'un



CDI chez un restaurateur [...]. Encore deux ans à travailler comme salariée et à mettre de côté l'argent nécessaire pour faire face aux dépenses d'un fonds de commerce, aux travaux d'aménagement et à l'achat d'équipements indispensables pour une cuisine.

Le 11 avril 2013, le Tbilissi ouvre ses portes, restaurant géorgien salué par la presse locale et fréquenté au début par les nombreux amis du couple – depuis neuf ans ils vivent en France.

Zohra

Dominique Marie Godfard

À partir de 1977, devenue interprète auprès des primo-migrantes, elle s'insurge de la manière un peu paternaliste dont sont accueillies ces femmes ! On les infantilise, sans se préoccuper de leur vécu ni de leur expérience. Zohra, âgée d'à peine une vingtaine d'années, argumente afin que soit pris en compte le bagage culturel de femmes qui ne sauraient s'adapter aux pratiques du pays d'accueil, autrement. On lui propose des fonctions de formatrice. Elle suit des stages, des formations pédagogiques, mais aussi se forme « sur le tas ». Le SSAE (Service social d'aide aux émigrants) utilise ses compétences d'interprète arabe car, rompue à l'arabe littéraire, elle parle les différents dialectes arabes.

Peu à peu et au-delà de l'interprétariat, car ce n'est pas seulement la langue qui fait barrage mais l'incompréhension d'usages qui n'ont pas été décodés, elle assume un rôle de médiatrice interculturelle. Les assistantes sociales qui se trouvent en difficulté avec une famille, ou en face d'un conflit générationnel, viennent à elle. Là-bas, c'était la famille ou les voisines qui jouaient le rôle de conciliatrice, de plus en plus souvent délégué à Zohra ! C'est que les conflits générationnels ont tendance à se multiplier dans un environnement propice à les faire éclater : comment élever les enfants dans le strict respect des traditions du pays d'origine alors que, la journée, ils baignent dans une culture européenne beaucoup plus permissive ?

Rossitza

Isabel Asúnsolo

Rossitza cumule plusieurs boulots, une grande partie au noir pendant quatre ans : garde de personnes âgées tous les jours, et les nuits aussi. « Je commençais à travailler à 19 heures, je quittais des fois à 8 heures du matin, des fois à 9 heures, je prenais le bus, je mangeais pendant le trajet, j'allais des fois travailler chez une autre personne. J'ai découvert qu'il y avait un organisme, qui s'appelle Amiens avenir jeunes, qui faisait des formations, j'allais à Étouvie prendre des cours de remise à niveau en français et bureautique. L'après-midi, j'allais travailler, je rentrais vers 18 heures, je voyais ma fille et je recommençais à 19 heures ou 20 heures. C'était comme ça chaque jour, pendant trois ou quatre ans. Il y avait des moments où c'était vraiment très dur parce que, comme tout le monde, on craque, et surtout avec les personnes âgées, c'est très, très difficile de tenir mentalement. Maintenant, je ne sais pas comment j'ai tenu... J'aurais voulu faire une formation pour avoir un travail mieux rémunéré mais il fallait du temps et je devais travailler pour gagner de l'argent... C'était un cercle vicieux, il me semblait qu'il n'y avait pas d'issue. »

